

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1987 B 07196 Numéro SIREN : 341 802 148 Nom ou dénomination : SUPER LECOURBE
--

Ce dépôt a été enregistré le 20/08/2020 sous le numéro de dépôt 61604

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 20-08-2020

N° DE DEPOT : 061604

N° GESTION : 1987B07196

N° SIREN : 341802148

DENOMINATION : SUPER LECOURBE

ADRESSE : 173 RUE LECOURBE 75015 PARIS

MILLESIME : 2019

SUPER LECOURBE

Société par actions simplifiée

173 Rue Lecourbe

75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

SUPER LECOURBE

Société par actions simplifiée

173 Rue Lecourbe
75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique de la société SUPER LECOURBE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SUPER LECOURBE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 7 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels arrêtés le 7 juillet 2020 et des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 8 juillet 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a horizontal line at the bottom.

Patrice CHOQUET

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Bilan actif

ACTIF	31/12/2019			31/12/2018
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net	Net
Capital souscrit - non appelé	0		0	0
ACTIF IMMOBILISE :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	1 551	1 355	196	281
Fonds Commercial (1)	274 408	0	274 408	274 408
Autres	1 913	1 047	866	1 503
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles :				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	216 669	181 789	34 880	36 092
Installations techniques, matériel et outillage industriels	106 276	75 569	30 707	38 433
Autres	619 178	337 994	281 184	276 606
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	1 465
Immobilisations financières :				
Participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres	19 056	0	19 056	19 056
TOTAL I	1 239 050	597 754	641 296	647 845
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	156
Marchandises	0	0	0	185 413
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Créances				
Créances Clients et Comptes rattachés	1 823	0	1 823	8 641
Autres	25 228	0	25 228	46 826
Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	18 520	0	18 520	38 401
Charges constatées d'avance	1 213	0	1 213	2 702
TOTAL II	46 784	0	46 784	282 139
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)	0		0	0
Ecart de conversion actif et différences d'évaluation (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 285 834	597 754	688 080	929 984
(1) Dont droit au bail			274 408	274 408

Bilan passif

PASSIF (avant répartition)	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital (Y compris capital non appelé) (Dont versé) 40 000	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves:		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	140 429
Autres	0	0
Report à nouveau (précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de pertes reportées)	-242 746	0
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte] (précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'une perte)	-213 520	-383 175
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	4 935	2 020
TOTAL (I)	-407 330	-196 725
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 600	0
Provisions pour charges	0	17 401
TOTAL (II)	5 600	17 401
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	13 874	131 629
Dettes fiscales et sociales	2 813	95 067
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 356	1 113
Autres dettes	1 054 184	881 500
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	17 584	0
TOTAL (III)	1 089 811	1 109 308
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (IV)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	688 080	929 984
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0	0

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2019			31/12/2018
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	723 830	0	723 830	2 311 895
Production vendue biens	0		0	0
Production vendue services	176 097	0	176 097	25 538
Chiffres d'affaires nets	899 927	0	899 927	2 337 433
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			34 728	29 022
Autres produits			14 987	3 291
Total des produits d'exploitation (I)			949 642	2 369 746
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			388 782	1 708 590
Variation de stock (marchandises)			202 707	78 055
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			156	-20
Autres achats et charges externes			479 176	478 936
Impôts, taxes et versements assimilés			3 555	27 154
Salaires et traitements			32 455	284 081
Charges sociales			4 871	90 436
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	36 053	41 713
	immobilisations	Dotations aux dépréciations	0	0
	Sur actif circulant :	Dotations aux dépréciations	0	17 270
Dotations aux provisions			5 600	17 401
Autres charges			1 518	5 989
Total des charges d'exploitation (II)			1 154 875	2 749 606
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-205 233	-379 859
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			1 194	1 178
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			1 194	1 178
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			12 566	10 552
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			12 566	10 552
RÉSULTAT FINANCIER			-11 372	-9 374
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-216 605	-389 233

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	117 196
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	28	4 387
Total des produits exceptionnels (VII)	28	121 583
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	117 196
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 943	6 407
Total des charges exceptionnelles (VIII)	2 943	123 603
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-2 915	-2 020
Participation des salariés aux résultats (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-6 000	-8 079
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	950 864	2 492 507
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 164 384	2 875 682
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-213 520	-383 175

ANNEXE

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019

dont le total est 688 080 € et le résultat s'élève à -213 520 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019

Règles et méthodes comptables

SUPER LECOURBE est une Société par actions simplifiée de droit français.

Les conventions générales comptables ont été établies conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n°2014-03, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société SUPER LECOURBE bénéficiera du soutien du groupe FRANPRIX LEADER PRICE qui prendra, le cas échéant, les dispositions nécessaires pour lui permettre de continuer son exploitation.

Comme exposé ci-avant, et malgré la situation nette inférieure à la moitié du capital social depuis le 31/12/2018, les comptes de l'exercice clos au 31/12/2019 ont été arrêtés en application du principe de continuité d'exploitation. Ce principe comptable a été retenu compte tenu des perspectives que porte la société SUPER LECOURBE ainsi que du soutien financier du Groupe Franprix Leader Price, dont bénéficie notre société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué par son coût d'achat.

Les taux d'amortissement des immobilisations incorporelles sont les suivants :

	Amortissement comptable	Amortissement fiscal
Frais de recherche et développement	8 ans Linéaire	8 ans Linéaire
Concessions et droits similaires	1 à 3 ans Linéaire	1 à 3 ans Linéaire
Marques	Non amortissable	Non amortissable

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires , hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production
- les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

	Amortissement comptable	Amortissement fiscal
Constructions	40 à 50 ans Linéaire	20 ans Linéaire
Agencements des constructions	10 à 50 ans Linéaire	10 à 50 ans Linéaire
Installations techniques, mat. Outillage	3 à 10 ans Linéaire	3 à 10 ans Linéaire
Installations générales Agencements	8 à 15 ans Linéaire	8 à 15 ans Linéaire
Matériel de transport	4 ans Linéaire	4 ans Linéaire
Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans Linéaire	3 à 5 ans Linéaire
Mobilier de bureau	5 à 10 ans Linéaire	5 à 10 ans Linéaire

Les amortissements dérogatoires sont calculés sur la base de la différence entre la durée d'usage admise au plan fiscal et la durée d'utilisation.

Dépréciations des actifs

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la VNC de l'actif incorporel ou corporel est supérieur à sa valeur recouvrable. Cette dernière étant déterminée par la valeur la plus élevée entre la valeur vénale généralement déterminée sur la base de multiple de CA et la valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les immobilisations incorporelles non amorties sont testées à chaque clôture et les immobilisations incorporelles et corporelles amorties sont testées dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur.

Stocks et en cours

Les stocks sont évalués au prix d'achat HT selon la méthode suivante :

Les stocks sont dans un premier temps valorisés à leur prix de vente TTC. Cette valorisation est ensuite corrigée de la TVA et de la marge moyenne pratiquée au cours de l'exercice considéré. Cette correction est pratiquée en tenant compte de la ventilation de ce chiffre d'affaires, entre les différents taux de TVA suivant les statistiques d'achats.

Une provision de démarque inconue est calculée à partir du taux moyen de démarque constatée sur les trois derniers inventaires réalisés.

Créances

Les créances sont des actifs courants comptabilisés à la valeur nominale. Une dépréciation des créances est constituée dès qu'un risque avéré de non recouvrement a été identifié.

Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC N°2000-06 sur les passifs, toute obligation de la Société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressource sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Une provision pour risque est également comptabilisée lorsque la société constate que sa filiale a une situation nette négative et qu'elle a une obligation juridique ou implicite de soutien envers cette filiale.

Provisions : engagement de retraite

Les engagements sociaux sont évalués selon la recommandation du CNC 2003-R.01 du 1er avril 2003 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires et conformément aux dispositions de la convention collective du commerce de détail de gros à prédominance alimentaire en vigueur dans l'entreprise.

Les hypothèses retenues dans le calcul de la provision pour retraites sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.60%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Taux de charges patronales : 42%

Le turnover est calculé par catégorie socio-professionnelle et sur la base de départ volontaire (démission).

Fiscalité

Intégration fiscale :

Les modalités de répartition de l'impôt société :

Les sociétés faisant partie du périmètre d'intégration fiscale supportent la charge d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme en l'absence d'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt société en l'absence d'intégration est nulle.

La société SUPER LECOURBE est membre du groupe intégré constitué par la société Casino Guichard Perrachon dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard 42008 Saint Etienne Cédex 1 depuis le 01/01/2010.

Déficit reportable :

Le montant du déficit reportable est de : 1 640 253 €

Chiffre d'affaires

Les éléments constitutif du chiffre d'affaires sont les ventes de marchandises (produits alimentaires) réalisés par la société.

Achats de marchandises

Les achats de marchandises comprennent les achats nets des ristournes.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, compte tenu de l'activité de la société, ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, des activités courantes de la Société.

Engagement hors bilan

Néant

Faits marquants sur l'exercice affectant la présentation et/ou la comparabilité des comptes annuels

La société SUPER LECOURBE a signé un contrat de location gérance en date du 01/04/2019 pour le fonds de commerce situé 173 rue Lecourbe 75015 PARIS 15, au profit de MRN Distribution,

Parties liées

Néant.

Evènements post clôture

Partie de la région Asie / Pacifique, l'épidémie de Covid-19 s'est rapidement étendue au cours des premiers mois de l'année 2020 au monde entier et a poussé les gouvernements de la plupart des pays à prendre des mesures sanitaires drastiques (fermetures des écoles, confinement, restriction de circulation, fermeture des lieux publics...). Ces mesures ont un impact très significatif sur l'activité économique en France et il est actuellement impossible de prédire la durée de ces mesures ni leur impact économique final. A ce stade, l'activité est en forte progression en raison des effets de stockage et d'un déport de la restauration individuelle et collective vers la consommation du foyer. Compte tenu des incertitudes sur l'évolution future des comportements des consommateurs et des impacts économiques de la pandémie, il est toutefois prématuré de donner une estimation de l'impact financier pour la société.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2019, et notamment compte tenu de son activité, la gouvernance de la société n'a cependant pas connaissance d'incertitude majeure qui remette en cause sa capacité à poursuivre son activité. Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Virements	Acqu. et apports
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement		0	0	0
Autres postes immobilisations incorporelles		277 871	0	0
Immobilisations corporelles:				
Terrains		0	0	0
Constructions		216 669	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		106 276	0	0
Autres		588 208	0	30 969
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		1 465	0	0
Immobilisations financières :				
Participations		0	0	0
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		19 056	0	0
TOTAL		1 209 546	0	30 969

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles:					
Frais d'établissement		0	0	0	0
Autres postes immobilisations incorporelles		0	0	277 871	0
Immobilisations corporelles:					
Terrains		0	0	0	0
Constructions		0	0	216 669	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	106 276	0
Autres		0	0	619 178	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		1 465	0	0	0
Immobilisations financières :					
Participations		0	0	0	0
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	19 056	0
TOTAL		1 465	0	1 239 050	0

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables			Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Immobilisations Incorporelles :							
Frais d'établissement			0	0	0	0	
Autres immobilisations incorporelles			1 679	723	0	2 402	
Immobilisations Corporelles :							
Terrains			0	0	0	0	
Constructions			180 578	1 212	0	181 789	
Installations techniques, matériels et outillages			67 842	7 726	0	75 569	
Autres			311 602	26 392	0	337 994	
TOTAL			561 701	36 053	0	597 754	
Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement amortissement à la Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Immobilisations Incorporelles :							
Frais établissement	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles							
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :	0	0	0	0	0	0	0
Installation techniques, matériel et outillage industriels	0	120	0	0	0	0	120
Autres	0	2 824	0	0	28	0	2 795
TOTAL	0	2 943	0	0	28	0	2 915
Acquis. de titres (IV)	0			0			0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	0	2 943	0	0	28	0	2 915
Cadre C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler			0	0	0	0	
Primes de remboursement des obligations			0	0	0	0	

Provisions

Tableau des provisions

Nature des provisions	Provision au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	2 020	2 943	28	4 935
Provisions pour risques et charges	17 401	5 600	17 401	5 600
TOTAL	19 421	8 543	17 429	10 535

Dotations de l'exercice	VENTILATION DES DOTATIONS		
	EXPLOITATION	FINANCIER	EXCEPTIONNEL
	5 600	0	2 943

Reprises de l'exercice	VENTILATION DES REPRISES		
	EXPLOITATION	FINANCIER	EXCEPTIONNEL
	17 401	0	28

Tableau des dépréciations

Nature des provisions	Provision au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Stocks	17 270	0	17 270	0
Créances	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL	17 270	0	17 270	0

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
DE L'ACTIF IMMOBILISE						
Créances rattachées à des participations			0	0	0	
Prêts			0	0	0	
Autres immos financières			19 056	0	19 056	
DE L'ACTIF CIRCULANT						
Clients douteux ou litigieux			0	0	0	
Autres créances clients			1 823	1 823	0	
Créances représentatives de titres prêtés ou remis en garantie			0	0	0	
Personnel et comptes rattachés			0	0	0	
Securité sociale et autres organismes sociaux			0	0	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée		1 864	1 864	0	
	Autres impôts		0	0	0	
	Etat - divers		10 231	10 231	0	
Groupes et associés			11 400	11 400	0	
Débiteurs divers			1 733	1 733	0	
Charges constatées d'avance			1 213	1 213	0	
TOTAUX			47 320	28 264	19 056	
Prêts accordés en cours d'exercice			0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			0			
Prêts et avances consentis aux associés			0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			13 874	13 874	0	0
Personnel et comptes rattachés			0	0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 795	1 795	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée		951	951	0	0
	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		67	67	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 356	1 356	0	0
Groupes et associés			1 054 184	1 054 184	0	0
Autres dettes			0	0	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			17 584	17 584	0	0
TOTAUX			1 089 811	1 089 811	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
AU TITRE DE L'EXERCICE :	
FORM.CONTINUE CONTR.	1 726
CVAE	8 505
FRS AVOIRS VLL A VEN	968
TOTAL	11 199

Charges à payer

Charges à payer	Montant
AU TITRE DE L'EXERCICE :	
FACT. A REC. FR. GX	8 096
TAXE GRANDE SURFACE	1 795
CICE	67
INT./STE APPARENTEE	11 372
TOTAL	21 330

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour litige	0	5 600	0	0	5 600
Provisions pour pensions	17 401	0	17 401	0	0
TOTAL (II)	17 401	5 600	17 401	0	5 600

Transferts de charges

Transferts de charges	Montant
Transferts de charges frais de personnel	57
TOTAL	57

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
REDEVANCE LOCATION GERANCE	17 584		
TOTAL	17 584	0	0

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ASSURANCES	284		
ENTRETIEN ET REPARATIONS	810		
LOCATIONS FINANCIERES	119		
TOTAL	1 213	0	0

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2019	Valeur nominale
Actions ordinaires	2 500			2 500	16
Parts sociales				0	
Total	2 500	0	0	2 500	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Clôture
Capital social ou individuel	40 000					40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0					0
Ecart de réévaluation	0					0
Réserve légale	4 000					4 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0					0
Réserves réglementées	140 429				-140 429	0
Autres réserves	0					0
Report à nouveau	0				-242 746	-242 746
Distribution de dividendes	0					0
Résultat de l'exercice	-383 175	-213 520			383 175	-213 520
Subventions d'investissement	0					0
Provisions réglementées	2 020	2 943	28			4 935
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-196 725	-210 577	28	0	0	-407 330

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	723 830	2 311 895	-69%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	176 097	25 538	590%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	899 927	2 337 433	-61%
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0	0%
Chiffres d'affaires nets	899 927	2 337 433	-61%

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AMOR. DEROGATOIRES	2 943	0
AMOR. DEROGATOIRES	0	28
TOTAL	2 943	28

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	31/12/2019	31/12/2018
Ingénieurs et Cadres	1	2
Agents de maîtrise	1	3
Employés et techniciens	8	9
TOTAL	10	14

L'effectif moyen du personnel est de :

10

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat exploitation	-205 233	-6 000	-199 233
Résultat financier	-11 372	0	-11 372
Résultat exceptionnel	-2 915	0	-2 915
Résultat comptable	-219 520	-6 000	-213 520
Imputation déficit antérieur	0	0	0
Total		-6 000	-213 520

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CASINO GUICHARD PERRACHON 1 COURS ANTOINE GUICHARD 42008 SAINT ETIENNE CEDEX 1 Siren : 554 501 171	SA	165 892 131,90 €	100%

SUPER LECOURBE
Société par Actions Simplifiée au capital de 40 000 €
Siège social : 173, rue Lecourbe 75015 PARIS
341 802 148 RCS PARIS

**EXTRAIT PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 27 JUILLET 2020**

Affectation résultat exercice clos le 31 décembre 2019

.../...

DEUXIEME DECISION

Affectation du résultat

L'Associée unique décide d'affecter la perte de l'exercice, s'élevant à 213.519,57 €, en totalité, au compte « Report à nouveau ».

Le report à nouveau antérieur s'élevait à – 242.745,53 €.

En conséquence après affectation du résultat, le report à nouveau présentera un solde débiteur de 465.265,20 €.

Rappel des dividendes distribués

L'Associée unique prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

DOUZIEME DECISION

L'Associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal, et notamment au JOURNAL LA LOI, une marque de la société « LEXTENSO » dont le siège social est situé à La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (552 119 455 RCS Nanterre), à l'effet d'accomplir toutes formalités de publication et de dépôt au greffe qu'il appartiendra.

.../...

Extrait certifié conforme à l'original
Mr Romanic MAPOLIN



SUPER LECOURBE

Société par actions simplifiée

173 Rue Lecourbe

75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

SUPER LECOURBE

Société par actions simplifiée

173 Rue Lecourbe
75015 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique de la société SUPER LECOURBE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SUPER LECOURBE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 7 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels arrêtés le 7 juillet 2020 et des informations données dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 8 juillet 2020

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a series of loops and a horizontal line at the bottom.

Patrice CHOQUET

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Bilan actif

ACTIF	31/12/2019			31/12/2018
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net	Net
Capital souscrit - non appelé	0		0	0
ACTIF IMMOBILISE :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Concessions, brevets et droits similaires	1 551	1 355	196	281
Fonds Commercial (1)	274 408	0	274 408	274 408
Autres	1 913	1 047	866	1 503
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	0	0	0	0
Immobilisations corporelles :				
Terrains	0	0	0	0
Constructions	216 669	181 789	34 880	36 092
Installations techniques, matériel et outillage industriels	106 276	75 569	30 707	38 433
Autres	619 178	337 994	281 184	276 606
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	1 465
Immobilisations financières :				
Participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres	19 056	0	19 056	19 056
TOTAL I	1 239 050	597 754	641 296	647 845
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements	0	0	0	156
Marchandises	0	0	0	185 413
Avances et acomptes versés sur commandes	0	0	0	0
Créances				
Créances Clients et Comptes rattachés	1 823	0	1 823	8 641
Autres	25 228	0	25 228	46 826
Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	18 520	0	18 520	38 401
Charges constatées d'avance	1 213	0	1 213	2 702
TOTAL II	46 784	0	46 784	282 139
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des emprunts (IV)	0		0	0
Ecart de conversion actif et différences d'évaluation (V)	0		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 285 834	597 754	688 080	929 984
(1) Dont droit au bail			274 408	274 408

Bilan passif

PASSIF (avant répartition)	31/12/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital (Y compris capital non appelé) (Dont versé) 40 000	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0	0
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves:		
Réserve légale	4 000	4 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	140 429
Autres	0	0
Report à nouveau (précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit de pertes reportées)	-242 746	0
Résultat de l'exercice [bénéfice ou perte] (précédé du signe (-) lorsqu'il s'agit d'une perte)	-213 520	-383 175
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	4 935	2 020
TOTAL (I)	-407 330	-196 725
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 600	0
Provisions pour charges	0	17 401
TOTAL (II)	5 600	17 401
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	13 874	131 629
Dettes fiscales et sociales	2 813	95 067
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 356	1 113
Autres dettes	1 054 184	881 500
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	17 584	0
TOTAL (III)	1 089 811	1 109 308
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (IV)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	688 080	929 984
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0	0

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2019			31/12/2018
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	723 830	0	723 830	2 311 895
Production vendue biens	0		0	0
Production vendue services	176 097	0	176 097	25 538
Chiffres d'affaires nets	899 927	0	899 927	2 337 433
Production stockée			0	0
Production immobilisée			0	0
Subventions d'exploitation			0	0
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			34 728	29 022
Autres produits			14 987	3 291
Total des produits d'exploitation (I)			949 642	2 369 746
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			388 782	1 708 590
Variation de stock (marchandises)			202 707	78 055
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			156	-20
Autres achats et charges externes			479 176	478 936
Impôts, taxes et versements assimilés			3 555	27 154
Salaires et traitements			32 455	284 081
Charges sociales			4 871	90 436
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	36 053	41 713
	immobilisations	Dotations aux dépréciations	0	0
	Sur actif circulant :	Dotations aux dépréciations	0	17 270
Dotations aux provisions			5 600	17 401
Autres charges			1 518	5 989
Total des charges d'exploitation (II)			1 154 875	2 749 606
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-205 233	-379 859
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			1 194	1 178
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			0	0
Différences positives de change			0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			1 194	1 178
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			0	0
Intérêts et charges assimilées			12 566	10 552
Différences négatives de change			0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des charges financières (VI)			12 566	10 552
RÉSULTAT FINANCIER			-11 372	-9 374
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-216 605	-389 233

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	117 196
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	28	4 387
Total des produits exceptionnels (VII)	28	121 583
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	117 196
Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 943	6 407
Total des charges exceptionnelles (VIII)	2 943	123 603
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-2 915	-2 020
Participation des salariés aux résultats (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-6 000	-8 079
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	950 864	2 492 507
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 164 384	2 875 682
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-213 520	-383 175

ANNEXE

Les informations ci-après constituent l'annexe au Bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2019

dont le total est 688 080 € et le résultat s'élève à -213 520 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019

Règles et méthodes comptables

SUPER LECOURBE est une Société par actions simplifiée de droit français.

Les conventions générales comptables ont été établies conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du plan comptable général issu du règlement ANC n°2014-03, mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La société SUPER LECOURBE bénéficiera du soutien du groupe FRANPRIX LEADER PRICE qui prendra, le cas échéant, les dispositions nécessaires pour lui permettre de continuer son exploitation.

Comme exposé ci-avant, et malgré la situation nette inférieure à la moitié du capital social depuis le 31/12/2018, les comptes de l'exercice clos au 31/12/2019 ont été arrêtés en application du principe de continuité d'exploitation. Ce principe comptable a été retenu compte tenu des perspectives que porte la société SUPER LECOURBE ainsi que du soutien financier du Groupe Franprix Leader Price, dont bénéficie notre société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué par son coût d'achat.

Les taux d'amortissement des immobilisations incorporelles sont les suivants :

	Amortissement comptable	Amortissement fiscal
Frais de recherche et développement	8 ans Linéaire	8 ans Linéaire
Concessions et droits similaires	1 à 3 ans Linéaire	1 à 3 ans Linéaire
Marques	Non amortissable	Non amortissable

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées :

- à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires , hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production
- les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations

	Amortissement comptable	Amortissement fiscal
Constructions	40 à 50 ans Linéaire	20 ans Linéaire
Agencements des constructions	10 à 50 ans Linéaire	10 à 50 ans Linéaire
Installations techniques, mat. Outillage	3 à 10 ans Linéaire	3 à 10 ans Linéaire
Installations générales Agencements	8 à 15 ans Linéaire	8 à 15 ans Linéaire
Matériel de transport	4 ans Linéaire	4 ans Linéaire
Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans Linéaire	3 à 5 ans Linéaire
Mobilier de bureau	5 à 10 ans Linéaire	5 à 10 ans Linéaire

Les amortissements dérogatoires sont calculés sur la base de la différence entre la durée d'usage admise au plan fiscal et la durée d'utilisation.

Dépréciations des actifs

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la VNC de l'actif incorporel ou corporel est supérieur à sa valeur recouvrable. Cette dernière étant déterminée par la valeur la plus élevée entre la valeur vénale généralement déterminée sur la base de multiple de CA et la valeur d'utilité déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés.

Les immobilisations incorporelles non amorties sont testées à chaque clôture et les immobilisations incorporelles et corporelles amorties sont testées dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur.

Stocks et en cours

Les stocks sont évalués au prix d'achat HT selon la méthode suivante :

Les stocks sont dans un premier temps valorisés à leur prix de vente TTC. Cette valorisation est ensuite corrigée de la TVA et de la marge moyenne pratiquée au cours de l'exercice considéré. Cette correction est pratiquée en tenant compte de la ventilation de ce chiffre d'affaires, entre les différents taux de TVA suivant les statistiques d'achats.

Une provision de démarque inconue est calculée à partir du taux moyen de démarque constatée sur les trois derniers inventaires réalisés.

Créances

Les créances sont des actifs courants comptabilisés à la valeur nominale. Une dépréciation des créances est constituée dès qu'un risque avéré de non recouvrement a été identifié.

Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC N°2000-06 sur les passifs, toute obligation de la Société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et donnant lieu à sortie probable de ressource sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Une provision pour risque est également comptabilisée lorsque la société constate que sa filiale a une situation nette négative et qu'elle a une obligation juridique ou implicite de soutien envers cette filiale.

Provisions : engagement de retraite

Les engagements sociaux sont évalués selon la recommandation du CNC 2003-R.01 du 1er avril 2003 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires et conformément aux dispositions de la convention collective du commerce de détail de gros à prédominance alimentaire en vigueur dans l'entreprise.

Les hypothèses retenues dans le calcul de la provision pour retraites sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0.60%
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Taux de charges patronales : 42%

Le turnover est calculé par catégorie socio-professionnelle et sur la base de départ volontaire (démission).

Fiscalité

Intégration fiscale :

Les modalités de répartition de l'impôt société :

Les sociétés faisant partie du périmètre d'intégration fiscale supportent la charge d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme en l'absence d'intégration fiscale.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt société en l'absence d'intégration est nulle.

La société SUPER LECOURBE est membre du groupe intégré constitué par la société Casino Guichard Perrachon dont le siège social est situé 1 Cours Antoine Guichard 42008 Saint Etienne Cédex 1 depuis le 01/01/2010.

Déficit reportable :

Le montant du déficit reportable est de : 1 640 253 €

Chiffre d'affaires

Les éléments constitutif du chiffre d'affaires sont les ventes de marchandises (produits alimentaires) réalisés par la société.

Achats de marchandises

Les achats de marchandises comprennent les achats nets des ristournes.

Résultat exceptionnel

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, compte tenu de l'activité de la société, ne relèvent pas par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, des activités courantes de la Société.

Engagement hors bilan

Néant

Faits marquants sur l'exercice affectant la présentation et/ou la comparabilité des comptes annuels

La société SUPER LECOURBE a signé un contrat de location gérance en date du 01/04/2019 pour le fonds de commerce situé 173 rue Lecourbe 75015 PARIS 15, au profit de MRN Distribution,

Parties liées

Néant.

Evènements post clôture

Partie de la région Asie / Pacifique, l'épidémie de Covid-19 s'est rapidement étendue au cours des premiers mois de l'année 2020 au monde entier et a poussé les gouvernements de la plupart des pays à prendre des mesures sanitaires drastiques (fermetures des écoles, confinement, restriction de circulation, fermeture des lieux publics...). Ces mesures ont un impact très significatif sur l'activité économique en France et il est actuellement impossible de prédire la durée de ces mesures ni leur impact économique final. A ce stade, l'activité est en forte progression en raison des effets de stockage et d'un déport de la restauration individuelle et collective vers la consommation du foyer. Compte tenu des incertitudes sur l'évolution future des comportements des consommateurs et des impacts économiques de la pandémie, il est toutefois prématuré de donner une estimation de l'impact financier pour la société.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2019, et notamment compte tenu de son activité, la gouvernance de la société n'a cependant pas connaissance d'incertitude majeure qui remette en cause sa capacité à poursuivre son activité. Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Virements	Acqu. et apports
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement		0	0	0
Autres postes immobilisations incorporelles		277 871	0	0
Immobilisations corporelles:				
Terrains		0	0	0
Constructions		216 669	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		106 276	0	0
Autres		588 208	0	30 969
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		1 465	0	0
Immobilisations financières :				
Participations		0	0	0
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		19 056	0	0
TOTAL		1 209 546	0	30 969

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles:					
Frais d'établissement		0	0	0	0
Autres postes immobilisations incorporelles		0	0	277 871	0
Immobilisations corporelles:					
Terrains		0	0	0	0
Constructions		0	0	216 669	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	106 276	0
Autres		0	0	619 178	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		1 465	0	0	0
Immobilisations financières :					
Participations		0	0	0	0
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	19 056	0
TOTAL		1 465	0	1 239 050	0

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE						
Immobilisations amortissables			Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice	
Immobilisations Incorporelles :							
Frais d'établissement			0	0	0	0	
Autres immobilisations incorporelles			1 679	723	0	2 402	
Immobilisations Corporelles :							
Terrains			0	0	0	0	
Constructions			180 578	1 212	0	181 789	
Installations techniques, matériels et outillages			67 842	7 726	0	75 569	
Autres			311 602	26 392	0	337 994	
TOTAL			561 701	36 053	0	597 754	
Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement amortissement à la Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Immobilisations Incorporelles :							
Frais établissement	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles							
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :	0	0	0	0	0	0	0
Installation techniques, matériel et outillage industriels	0	120	0	0	0	0	120
Autres	0	2 824	0	0	28	0	2 795
TOTAL	0	2 943	0	0	28	0	2 915
Acquis. de titres (IV)	0			0			0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	0	2 943	0	0	28	0	2 915
Cadre C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES			Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler			0	0	0	0	
Primes de remboursement des obligations			0	0	0	0	

Provisions

Tableau des provisions

Nature des provisions	Provision au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	2 020	2 943	28	4 935
Provisions pour risques et charges	17 401	5 600	17 401	5 600
TOTAL	19 421	8 543	17 429	10 535

Dotations de l'exercice	VENTILATION DES DOTATIONS		
	EXPLOITATION	FINANCIER	EXCEPTIONNEL
	5 600	0	2 943

Reprises de l'exercice	VENTILATION DES REPRISES		
	EXPLOITATION	FINANCIER	EXCEPTIONNEL
	17 401	0	28

Tableau des dépréciations

Nature des provisions	Provision au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Stocks	17 270	0	17 270	0
Créances	0	0	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL	17 270	0	17 270	0

Créances et dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
DE L'ACTIF IMMOBILISE						
Créances rattachées à des participations			0	0	0	
Prêts			0	0	0	
Autres immos financières			19 056	0	19 056	
DE L'ACTIF CIRCULANT						
Clients douteux ou litigieux			0	0	0	
Autres créances clients			1 823	1 823	0	
Créances représentatives de titres prêtés ou remis en garantie			0	0	0	
Personnel et comptes rattachés			0	0	0	
Securité sociale et autres organismes sociaux			0	0	0	
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices		0	0	0	
	Taxe sur la valeur ajoutée		1 864	1 864	0	
	Autres impôts		0	0	0	
	Etat - divers		10 231	10 231	0	
Groupes et associés			11 400	11 400	0	
Débiteurs divers			1 733	1 733	0	
Charges constatées d'avance			1 213	1 213	0	
TOTAUX			47 320	28 264	19 056	
Prêts accordés en cours d'exercice			0			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			0			
Prêts et avances consentis aux associés			0			
Cadre B	Etat des dettes		Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles			0	0	0	0
Autres emprunts obligataires			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine			0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers			0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés			13 874	13 874	0	0
Personnel et comptes rattachés			0	0	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			1 795	1 795	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée		951	951	0	0
	Obligations cautionnées		0	0	0	0
	Autres impôts		67	67	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 356	1 356	0	0
Groupes et associés			1 054 184	1 054 184	0	0
Autres dettes			0	0	0	0
Dette représentative de titres empruntés			0	0	0	0
Produits constatés d'avance			17 584	17 584	0	0
TOTAUX			1 089 811	1 089 811	0	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice			0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice			0			

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
AU TITRE DE L'EXERCICE :	
FORM.CONTINUE CONTR.	1 726
CVAE	8 505
FRS AVOIRS VLL A VEN	968
TOTAL	11 199

Charges à payer

Charges à payer	Montant
AU TITRE DE L'EXERCICE :	
FACT. A REC. FR. GX	8 096
TAXE GRANDE SURFACE	1 795
CICE	67
INT./STE APPARENTEE	11 372
TOTAL	21 330

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour litige	0	5 600	0	0	5 600
Provisions pour pensions	17 401	0	17 401	0	0
TOTAL (II)	17 401	5 600	17 401	0	5 600

Transferts de charges

Transferts de charges	Montant
Transferts de charges frais de personnel	57
TOTAL	57

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
REDEVANCE LOCATION GERANCE	17 584		
TOTAL	17 584	0	0

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ASSURANCES	284		
ENTRETIEN ET REPARATIONS	810		
LOCATIONS FINANCIERES	119		
TOTAL	1 213	0	0

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2019	Valeur nominale
Actions ordinaires	2 500			2 500	16
Parts sociales				0	
Total	2 500	0	0	2 500	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Clôture
Capital social ou individuel	40 000					40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0					0
Ecart de réévaluation	0					0
Réserve légale	4 000					4 000
Réserves statutaires ou contractuelles	0					0
Réserves réglementées	140 429				-140 429	0
Autres réserves	0					0
Report à nouveau	0				-242 746	-242 746
Distribution de dividendes	0					0
Résultat de l'exercice	-383 175	-213 520			383 175	-213 520
Subventions d'investissement	0					0
Provisions réglementées	2 020	2 943	28			4 935
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-196 725	-210 577	28	0	0	-407 330

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	31/12/2019	31/12/2018	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	723 830	2 311 895	-69%
Production vendue biens	0	0	0%
Production vendue services	176 097	25 538	590%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	899 927	2 337 433	-61%
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0	0%
Chiffres d'affaires nets	899 927	2 337 433	-61%

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
AMOR. DEROGATOIRES	2 943	0
AMOR. DEROGATOIRES	0	28
TOTAL	2 943	28

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	31/12/2019	31/12/2018
Ingénieurs et Cadres	1	2
Agents de maîtrise	1	3
Employés et techniciens	8	9
TOTAL	10	14

L'effectif moyen du personnel est de :

10

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat exploitation	-205 233	-6 000	-199 233
Résultat financier	-11 372	0	-11 372
Résultat exceptionnel	-2 915	0	-2 915
Résultat comptable	-219 520	-6 000	-213 520
Imputation déficit antérieur	0	0	0
Total		-6 000	-213 520

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
CASINO GUICHARD PERRACHON 1 COURS ANTOINE GUICHARD 42008 SAINT ETIENNE CEDEX 1 Siren : 554 501 171	SA	165 892 131,90 €	100%